



Working Paper drafted for the workshop:
*Child and Youth Migration in West Africa:
Research Progress and Implications for Policy*
Organised by the Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty
University of Sussex and Centre for Migration Studies, University of Ghana
9th-10th June 2009, Hotel Alisa, Accra

**UNE JEUNESSE MOBILE AYANT PEU D'EDUCATION FORMELLE :
OPPORTUNITES ET PRATIQUES DE TRAVAIL**

Dorte Thorsen
Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex

Translated by Abel Bove

July 2009

With additional funding from:



This paper may be reproduced free of charge in any format provided the source is acknowledged.

[

Résumé

Cet article porte sur les antagonismes que les jeunes migrants éprouvent sur le marché du travail urbain et, en particulier, entre le travail familial, le travail rémunéré et les activités indépendantes. Les données présentées sont basées principalement sur les études que j'ai menées au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire, ainsi que sur des études récentes conduites en Afrique de l'Ouest, francophone et anglophone. L'article se penche sur l'initiation des nouveaux migrants au marché du travail urbain, leur répertoire professionnel, leurs relations professionnelles et sur la manière dont les jeunes négocient ces rapports. En outre, il décrit les stratégies des jeunes migrants concernant l'instabilité dans l'emploi informel et le bricolage professionnel.

Introduction

Cet article examine la participation des enfants et des jeunes ruraux au marché du travail urbain. Les nombreuses activités dans lesquelles les adolescents s'engagent ont été en général peu étudiées, de même que les progrès réalisés par les jeunes migrants à mesure qu'ils gagnent en connaissance du milieu urbain et du marché du travail. Le « secteur informel » est parfois cité en rapport aux pires formes de travail des enfants, mais à part les recherches sur les *kayaye* – jeunes filles qui transportent des charges sur leur tête – au Ghana (Agarwal *et al.* 1997, Awumbila and Ardayfio-Schandorf 2008, Kwankye *et al.* 2009), peu de recherches se sont concentrées sur les enfants et les jeunes impliqués dans ce secteur.

Beaucoup a été écrit sur le secteur informel et en particulier sur la dichotomie entre le secteur formel et informel, décrite par Hart (1973), pour adresser la complexité du travail et du revenu dans les économies urbaines de l'Afrique des années soixante. Cependant, les crises économiques et les programmes d'ajustement structurel depuis les années quatre-vingt ont eu de telles conséquences que la dichotomie n'est plus pertinente. La plupart des gens, quel que soit leur niveau de vie, augmentent leurs revenus en étendant leur capacité à gagner de l'argent à plusieurs activités formelles et informelles (Calvès and Schoumaker 2004, Lachaud 1994a). Les employés du service public et des entreprises privées vont ainsi probablement investir une partie de leur revenu dans de petites activités informelles, comme des centres d'appels, des cafés Internet et des petits restaurants, et placer leur femme ou un proche à la tête de la gestion quotidienne de l'activité (Kanté 2002). Par conséquent, il ne s'agit pas de deux secteurs séparés mais d'une informalisation croissante de l'économie dans sa totalité (Meagher 2005). Tandis que les activités de l'économie informelle sont en général désignées comme du travail indépendant et du commerce à petite échelle reposant sur du travail familial non rémunéré, l'entrelacement croissant des finances dérivées de l'emploi formel et des activités informelles a généré une stratification parmi les acteurs du secteur informel. En conséquence, de nouvelles formes d'emploi ont émergé en dehors des structures formelles du marché du travail régulé. Fréquemment, l'emploi est défini de façon

ambiguë car les employeurs cherchent à dissimuler l'existence d'une relation d'emploi et de responsabilités contractuelles entre l'employeur et les employés (Chen 2004). Selon Roy & Wheeler (2006 : 454), plus de 80% des entreprises en Afrique de l'Ouest dans les années 2000 opèrent de façon informelle et fournissent un emploi à 50% de la totalité des travailleurs. Néanmoins, peu de recherches s'intéressent spécifiquement aux pratiques en vigueur sur le marché de l'emploi informel. Ceci est particulièrement important pour les jeunes et les enfants, puisque l'échec du système éducatif et la grande pauvreté les poussent vers le travail précaire. De plus, les difficultés économiques et une compétition sévère encouragent les employeurs à engager une main d'œuvre peu qualifiée mais peu chère (Kanté 2002, Morice 1987).

Les notions de travail indépendant et de travail familial non rémunéré sont restées attachées aux activités de l'économie informelle. Cela est dû vraisemblablement au fait que les recherches récentes ont eu une approche se focalisant sur des thèmes précis tels que les femmes entrepreneurs, la micro finance, l'exclusion sociale et l'émancipation par l'organisation globale. Cet article est à contre-courant et vise à éclairer les pratiques de l'emploi concernant les enfants et les jeunes. Il vise particulièrement à explorer les tensions qu'ils rencontrent entre les notions de travail familial, de travail rémunéré et d'activités indépendantes. Afin de comprendre ces expériences vécues, il est toutefois important de définir ces notions et de comprendre ce qu'elles impliquent dans le contexte ouest-africain.

Le travail familial par exemple ne concerne pas seulement une famille nucléaire sur deux ou trois générations mais un nombre beaucoup plus large de personnes qui peuvent revendiquer la main-d'œuvre d'un cadet ou qui se sentent obligé(e)s de travailler pour des personnes particulières (Robertson 1984, Whitehead 1986). De telles demandes et obligations sont habituellement faites au sein des mêmes ménage et lignée, à travers des lignées liées par des mariages, et au sein de relations sociales qui se sont approfondies jusqu'à être équivalentes à un lien affectif filial. Pour les enfants, accepter ou refuser de travailler est lié à la construction et le maintien de relations sociales importantes ; leur sens de la famille et leur acceptation du travail familial peuvent ainsi avoir plus à voir avec la volonté de faire partie du ménage et d'y remplir ses obligations et responsabilités qu'avec des liens de sang (Thorsen 2008).

La notion de travail rémunéré est en revanche rattachée au mode de production capitaliste, où la main-d'œuvre est séparée des relations sociales et valorisée sur le marché en fonction des compétences, de l'offre et de la demande. Dans un texte sur les discours coloniaux sur le travail dans les sociétés africaines, Frederick Cooper explique ce qui est en jeu dans le contexte africain :

Le problème [pour l'administration coloniale] n'était pas seulement qu'amener les Africains *vers* le travail rémunéré était un processus social à multiples facettes, mais aussi qu'une fois *dans* cet environnement de travail, les Africains étaient encore des êtres sociaux, et les relations et attitudes qu'ils formaient et entretenaient entre eux déterminaient en partie leur efficacité au travail et le danger qu'ils posaient.

(Cooper 1989 : 746)

Bien que les économies africaines aient subi un processus continu de changement depuis, la croissante informalisation amène à remettre en question l'idée de relations d'emploi pensées comme des relations de rémunération basées uniquement sur des relations de marché capitaliste. Concrètement, des gens sont mis au travail du fait de leur position au sein du ménage, de leur réseau de parenté ou de leurs relations sociales, et non grâce aux compétences qu'ils pourraient mettre sur le marché de l'emploi. De plus, la plupart des relations d'emploi font partie d'un système de patronage de bas niveau, et sont basées sur des relations sociales solides que les individus cherchent encore à étendre et consolider (Chauveau 1998, Whitehead pers.com.).

La notion de travail indépendant au cœur des conceptualisations habituelles de l'économie informelle a suscité des interprétations variées au cours du temps. Dans les années soixante, les activités informelles de petite échelle étaient perçues négativement comme archaïques, traditionnelles et de basse productivité, alors que dans les années soixante-dix, elles ont été vues comme la solution au chômage urbain et à la pauvreté, puis dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix comme entrepreneuriales et flexibles (Potts 2008 : 154-56). Ces perceptions sont reflétées dans les stratégies récentes visant le chômage des

jeunes en milieu urbain, qui selon l'idéologie néo-libérale mettent en valeur la capacité individuelle à entreprendre, mais considèrent aussi que les jeunes en général ne possèdent pas les compétences nécessaires pour être employables ou capables de gérer leur propre activité.

Promouvoir une culture de l'apprentissage chez les jeunes est central à la croissance économique et par conséquent à la création d'emploi en Afrique de l'Ouest. Des sondages indiquent qu'une proportion significative des jeunes préférerait travailler à leur compte plutôt qu'être salarié. Trouver les moyens de réaliser les projets d'activité des jeunes, et promouvoir la création de petites et micro entreprises est une possibilité de concrétiser cela.

(UNOWA 2006 : 25)

La suite de l'article examine les expériences concrètes des jeunes migrants dans l'économie informelle urbaine, et donne à voir comment ils négocient les relations sociales à la limite entre travail familial et travail rémunéré ; préfèrent-ils réellement se concentrer sur des activités indépendantes et si oui, pourquoi, et quels sont les obstacles qu'ils rencontrent ? J'établirai tout d'abord une typologie des emplois disponibles pour les enfants et jeunes qui migrent des zones rurales vers la ville, puis je discuterai le rapport entre travail familial et travail rémunéré, avant de comprendre comment les jeunes progressent et développent des compétences et des aspirations qui façonnent leurs trajectoires de vies. Finalement, je préciserai les domaines dans lesquels des politiques publiques seraient importantes à mener pour les jeunes migrants dans ce contexte.

Emploi et opportunités de travail dans la ville

Les politiques concernant le travail des enfants visent généralement à éliminer ses pires formes. En conséquence, elles se concentrent sur les relations d'exploitation dans lesquelles les enfants sont perçus comme effectuant un travail physiquement trop dur pour eux, ou travaillent sans être rémunérés, ou les deux. Un autre groupe d'enfants qui a reçu beaucoup d'attention est constitué de ceux travaillant dans la rue. Tandis qu'ils sont perçus comme en besoin de protection, la logique est légèrement différente dans le sens où ils sont

souvent exposés à la délinquance, et la meilleure mesure de protection conçue est de les sortir de la rue et de leur fournir une formation ou un apprentissage.

Les jeunes travailleurs en revanche n'ont pas reçu beaucoup d'attention – contrairement aux jeunes au chômage. En Afrique de l'Ouest, les jeunes hommes en particulier sont vus comme une menace potentielle pour la sécurité dans des Etats fragiles, tandis que les jeunes femmes sont perçues en terme de risques de décadence morale, car le manque d'emploi les pousserait dans la prostitution, les exposant au risque de contracter le sida et autres MST. De plus, la jeunesse est aussi perçue comme encline à entreprendre des voyages risqués vers l'Europe pour échapper au chômage et au manque d'opportunités, et y trouver un futur meilleur.

Les recherches qualitatives avec les enfants et jeunes migrants dans la région dressent une image plus nuancée, en soulignant la variété des professions et les différences de stratégies adoptées par les jeunes pour obtenir certains types d'emploi.

Initiation à l'emploi urbain

La plupart des enfants migrants indépendants sont au milieu ou à la fin de leur adolescence lorsqu'ils migrent pour la première fois, et malgré le fait qu'ils sont indépendants au sens où ils ne voyagent pas avec leurs parents biologiques, ils voyagent rarement seuls. Leur entrée dans le milieu du travail urbain dépend de leurs compagnons de voyage. Cela dépend aussi de leur âge, du genre et de la conception locale du travail approprié par rapport à l'âge ainsi que du genre.

Ma recherche avec les adolescents, en majeure partie des garçons, du pays bisa dans le sud-est du Burkina Faso¹ en 2005, a révélé que presque la moitié des interviewés a migré à Ouagadougou avec leurs amis et frères du même âge tandis que le reste sont venus avec des proches plus âgés, de la même parenté ou du même village. Voyager avec d'autres jeunes du même âge suppose de partir soit avec quelqu'un n'ayant pas non plus

¹ Très peu de filles de cette région migraient seules à Ouagadougou en 2005, mais elles avaient commencé à migrer vers les villes rurales de la région soit pour travailler comme domestique la journée et rentrant chez elles le soir, soit pour vendre des boissons froides et des snacks au marché pendant la saison morte.

d'expérience urbaine, soit avec quelqu'un ayant déjà travaillé à la ville depuis quelques années. Le premier cas est souvent le plus courant, lorsque les jeunes garçons quittent leur foyer sans que leurs parents ne le sachent et qu'ils n'ont pas réussi à convaincre un migrant légèrement plus âgé de les emmener. Cela ne signifie toutefois pas qu'ils étaient seuls une fois arrivés en ville. Des parents éloignés ou des membres du même groupe ethnique les accueilleraient temporairement pendant qu'ils cherchaient du travail en porte-à-porte. Entrer dans le marché du travail informel de cette manière confirme le fait que les jeunes recherchent une relation de travail rémunéré – ou peut-être plutôt la rémunération elle-même que la relation formelle d'emploi. Ils étaient en général contents de dormir chez l'employeur et considéraient comme positif d'être traités comme un membre du foyer.

Un jeune migrant de 16 ans expliquait qu'il avait travaillé pour une femme qui employait aussi deux filles pour accomplir les tâches domestiques et préparer différentes boissons glacées. De son point de vue, les filles étaient celles qui travaillaient dur tandis qu'il ne faisait que transporter deux glacières dans le voisinage pour accéder à la clientèle. Il vivait chez son employeur et commençait à travailler habituellement vers 7h du matin après avoir pris un petit-déjeuner, et il finissait vers 9h le soir où il prenait son dîner à la maison. Pendant la journée, il devait acheter son déjeuner lui-même. Bien qu'il travaillât de longues heures, les autres membres du ménage travaillaient probablement au moins autant que lui, et comme d'autres garçons migrants ne vivant pas chez leurs proches, sa relation avec l'employeur ressemblait à une relation de famille élargie.

Lorsqu'ils arrivent pour la première fois en ville, la plupart des enfants ruraux migrant à Ouagadougou deviennent vendeurs itinérants de sachets d'eau glacée et de jus de fruits locaux, ou plongeurs dans des échoppes sur le bord de la route ou dans de petits restaurants. Dans la littérature sur l'économie informelle, vendre dans la rue est généralement considéré comme un travail indépendant ou une micro entreprise, reposant le plus souvent sur le travail d'un de ses propres enfants. Pourtant, dans les villes du Burkina Faso, les femmes emploient fréquemment des filles et des garçons pour vendre sur des plateaux portés sur la tête ou dans des glacières montées sur roues, les jus ou collations faits à la maison. Les enfants travaillent sur une base contractuelle où ils gagnent une commission de 20% sur leurs ventes ou bien une rémunération fixe qui pouvait atteindre en 2005 jusqu'à 3 000 FCFA (US\$ 6.25, dix pour cent du salaire minimum formel) par mois. Vendre des boissons glacées est une activité de saison chaude, mais lorsque la pluie arrive et les températures chutent, le commerce décline rapidement et beaucoup de femmes

éteignent leurs congélateurs car leurs profits ne couvrent plus la facture électrique ou les enfants gagnent si peu qu'ils commencent à chercher d'autres emplois.

Les garçons les plus âgés et les plus forts trouvent à s'employer comme livreurs d'eau en utilisant brouettes et bidons pour transporter l'eau des robinets municipaux jusque dans les ménages. Bien qu'ils gagnent deux ou trois fois plus que les vendeurs de rue, ils n'en font pas une activité indépendante en achetant un bidon d'eau, mais restent employés ou passent à un autre travail. D'autres trouvent un emploi en tant qu'aide-cuisiniers et serveurs dans les petits restaurants, et comme briquetiers à la périphérie des sites de construction. Contrairement aux vendeurs de boissons, ces emplois ne sont pas saisonniers mais de long terme.

Voyager avec de jeunes migrants est lié à une migration circulaire : beaucoup de jeunes retournent au village pour aider sur la ferme familiale si leur main d'œuvre est nécessaire, ou pour assister à des cérémonies importantes (funérailles, mariages). Lorsque ces jeunes « au début de leur carrière de migrant » voyagent à nouveau vers la ville, ils sont souvent accompagnés de leurs frères et sœurs, demi-frères et sœurs, cousins ou amis du même âge. Ces relations sont relativement égalitaires car les migrants plus âgés ne peuvent trouver facilement du travail pour les cadets, ni les embaucher dans leur propre activité puisqu'ils sont eux-mêmes en situation précaire (Thorsen 2009a). En revanche, ils initient les plus jeunes aux mêmes activités de l'économie informelle et leur enseignent les mêmes stratégies pour maximiser leurs revenus.

Sur quatre cireurs interviewés en 2005, les deux plus âgés, 17 et 18 ans, sont venus à Ouagadougou à chaque saison sèche des cinq dernières années, et ont effectué différents emplois. Le cirage est une profession temporaire pour les jeunes migrants du pays bisa avant de pouvoir trouver un autre emploi ou entre deux emplois. Cette année, les deux aînés étaient accompagnés de deux cadets de 14 et 15 ans. Ils ont passé les premiers jours à initier les nouveaux venus aux secrets du cirage. Ils leur ont montré comment faire briller les chaussures, dans quels quartiers se trouve la clientèle, comment l'approcher avec la déférence requise surtout pour obtenir le paiement standard de 50 F CFA (US\$ 0.10) par paire de chaussures. Ils ont aussi initié leurs jeunes frères à la vie urbaine en général et, ce qui est plus important peut-être, les ont encouragés à trouver du travail dans les petits restaurants et bars. Il est rare de voir des cireurs itinérants âgés de 20 ans et plus : généralement les jeunes Bisa réussissent alors à trouver un emploi, ou entrent dans la vente en porte-à-porte, ou encore migrent vers d'autres destinations.

Souvent, les enfants et jeunes qui ont fait le trajet jusqu'en ville avec des adultes migrants soit travaillent pour eux, soit trouve un emploi grâce au soutien de leur compagnon de voyage. Les jeunes arrivés à Ouagadougou et à Abidjan avec des migrants de long terme travaillaient dans leurs petits restaurants, boutiques ou briqueteries. Les enfants et les jeunes ont souligné qu'avant de partir en migration, leur volonté était de faire n'importe quel travail – pour eux le but principal était de migrer. Aucun des jeunes que j'ai interviewés ne s'est plaint du travail mais, comme on le voit ci-dessous, des différences concernant le statut du travailleur étaient en jeu, et les jeunes éprouvaient les effets des antagonismes des limites entre travail familial et travail rémunéré.

Des pratiques analogues opèrent au Ghana lorsque les jeunes et enfants ruraux migrent des régions « Northern region », « Upper East » et « Upper West » vers Accra ou Kumasi. Les études effectuées par Kwankye *et al.* (2007) et Awumbila & Ardayio-Schandorf (2008) montrent que la vaste majorité des filles travaillent comme *kayayei* dans et autour des grands marchés, tandis que les garçons ont légèrement plus de possibilités et de choix. A Accra, presque la moitié des garçons interviewés par Kwankye et al. (2007) travaillaient comme techniciens ou mécaniciens et un quart comme vendeurs de rue ou petits commerçants, alors qu'à Kumasi, près de la moitié des garçons travaillaient comme porteurs, poussant des marchandises sur des pousse-pousse et l'autre moitié étaient dans la vente et le commerce de rue.

Le travail des *kayayei* est peu payé. Malgré le fait que les petites filles et les jeunes femmes cherchent à protéger leur capacité de revenus en se démarquant de manière subtile des territoires ou des zones de travail fondés sur l'ethnicité, elles gagnent en moyenne 10 000-20 000 cedis (US\$ 1.20-2.20). Une *Kayayei* plus âgée décrit leurs mécanismes de protection de la manière suivante,

Au début, les Dagombas étaient au marché d'Agbogloshie, mais maintenant elles sont aussi dans le centre d'Accra et leur base est la station de camion près du Novotel. Cependant, elles peuvent bouger où elles le souhaitent. Nous, les Mamprusis, nous sommes basées à la station Tema. Nous pouvons porter nos marchandises au parc du Novotel mais ne pouvons pas y collecter d'autres marchandises, sauf si il n'y a aucune Dagomba dans les environs. Nous ne pouvons pas nous mélanger avec les autres groupes ethniques car si nous le faisons il est probable que quelque chose de mal se passe, ou bien que l'on se retrouve à avoir des ennuis avec elles.

(Awumbila & Ardayfio-Schandorf (2008 :177)

L'initiation au marché du travail urbain pour ces jeunes s'est faite aussi grâce à des amis ou parents, et le faible coût d'entrée dans ce type de travail est d'une importance capitale pour leur permettre de s'établir comme acteurs de l'économie informelle (Awumbila and Ardayfio-Schandorf 2008, Ofosu-Kusi and Mizen 2005). De même que les jeunes migrants cherchent un emploi spontanément, les cireurs et les *kayayei* ont préféré gagner un peu d'argent plutôt qu'être une main d'œuvre gratuite pour leur famille.

L'initiation à travers les relations sociales tend à créer des niches professionnelles: à Ouagadougou, presque tous les cireurs sont de Bisa et à Accra et Kumasi, la plupart des *kayayei* sont de Dagomba et Mamprusi. En dépit de la régulation sociale, le nombre considérable de jeunes s'engageant dans des niches professionnelles signifie qu'ils augmentent la compétition du marché en le saturant eux-mêmes et risquent d'éroder leur revenu, comme cela arrive souvent dans le secteur informel (Chauveau 1998). Parallèlement, le manque d'offres d'emploi et l'importance de connaître le comportement adéquat et les frontières invisibles entre le permissible et l'interdit afin de ne pas avoir d'ennuis avec la police et les gardiens renforcent le mécanisme d'entrée des nouveaux venus dans les mêmes niches d'activités que leurs amis et proches.

Le fait que les jeunes migrants ruraux deviennent vendeurs de rue indépendants offrant de petits services pour des montants négligeables, ou qu'ils soient employés comme vendeurs

de rue à la commission ou travaillent dans des petits restaurants, boutiques et briqueteries en échange d'un faible salaire mensuel, est directement lié à leurs compagnons de voyage.

À un niveau plus abstrait, cela est associé à la demande en main d'œuvre peu chère afin de maximiser le profit du employeur ou de fournir des services bon marché.

Répertoire professionnel

Un des obstacles que rencontrent les jeunes migrants ruraux en Afrique de l'Ouest est leur faible niveau d'éducation formelle, qui restreint l'éventail des emplois leur étant disponibles, car ils sont rejetés de ceux où savoir lire et écrire est une nécessité requise. Le tableau 1 donne une indication de la diversité des professions des jeunes et des enfants ruraux à Ouagadougou. Après une analyse minutieuse, il est clair que leur répertoire professionnel est réduit aux emplois itinérants de rue (30 des 49 jeunes) et aux emplois dans divers types de restaurants (15 sur 29). Il est aussi clair qu'il existe une certaine mobilité au sein même du marché du travail informel, un point que je discute plus en détail ci-dessous.

Malgré leur inclination à travailler, les jeunes migrants apprennent rapidement que les conceptions locales du travail approprié en fonction de l'âge et du genre façonnent les perceptions des parents sur le type de travail auquel devraient être initiés les nouveaux venus, ainsi que celles des employeurs sur le type de personne qu'ils sont prêts à employer.

Table 1. Professions actuelles et passées des jeunes migrants, Ouagadougou 2005.

	Profession actuelle		Trajectoire d'emploi ^b	
	Filles (n=2)	Garçons (n=47) ^a	Filles (n=2)	Garçons (n=47)
Vendeurs de rue				
Boissons glacées ou snacks	1	1	1	19
Marchandises	-	3	-	4
Services				
Gestion du point d'eau municipal	-	1	-	2
Livraison d'eau à domicile	-	1	-	4
Cireur itinérant	-	24	-	29
Gardien de parking	-	1	-	1
Domestique	-	-	1	3
Restauration				
Rôtisserie sur le bord de route	-	4	-	13
Petit restaurant (kiosque)	1	7	2	14
Restaurant	-	3	-	4
Bar	-	-	-	5
Autres types de travail				
Briquetier	-	2	-	5
Construction/Maçonnerie	-	1	-	1
Gardiens de nuit	-	1	-	2
Apprenti	-	-	-	1

^a Trois garçons avaient un travail mais étaient aussi partiellement cireurs de chaussures ou dans le petit commerce. Quatre garçons se sont inscrits à l'école du soir tandis qu'ils étaient cireurs de chaussures la journée.

^b Cette colonne indique le nombre de professions que les adolescents migrants ont ou ont eu durant leurs migrations.

Le grand frère d'un nouvel arrivant de 13 ans, qui vendait des boissons froides dans la rue avec son ami et compagnon de voyage, prit sur lui de trouver les garçons un emploi mieux payé. Le plus âgé obtint un poste de poissonnier, tandis que le garçon de 13 ans fut placé comme cireur de chaussures jusqu'à ce qu'il se trouve lui-même une place de plongeur dans l'échoppe d'une femme en bord de route.

Un autre migrant persuada un de ses amis d'engager son petit frère comme briquetier bien que le garçon n'ait que 14 ans et soit plutôt de petite taille. L'employeur lui confia la tâche la moins lourde de conduire la charrette et l'âne, tandis qu'il se chargeait lui-même des travaux de force: décharger le sable, mélanger le ciment et fabriquer les briques. Néanmoins, le garçon quitta l'emploi deux mois plus tard, non pas à cause de la charge de travail puisqu'il travailla ensuite pour un autre fabricant de briques, mais à cause de son premier employeur qui souhaitait contrôler sa vie sociale, lui restreignant ainsi son autonomie.

Le large consensus sur ce qui constitue un travail approprié pour les enfants d'un âge particulier protège dans une certaine mesure les plus jeunes d'un travail physiquement très

dur mais les confine aussi dans des professions ne requérant aucune compétence particulière et générant de faibles revenus jusqu'à ce qu'ils prouvent leur capacité à travailler. Les migrants les plus jeunes sont ainsi sujets à une exclusion sociale des secteurs économiques que les plus âgés sont plus à même de maîtriser grâce à leur expérience de vie et leur expérience de migration plus longue.

Le genre influence aussi les types d'emploi dans lesquels peuvent s'engager les jeunes migrants. Les études du Ghana citées précédemment suggèrent que le répertoire professionnel des filles non qualifiées est plus étroit que celui des garçons vu qu'elles deviennent en majorité des *kayayei*, même si à Kumasi des filles travaillent dans le commerce et la vente de rue ainsi que comme technicienne (Kwankye *et al.* 2009). L'étude de Hashim (2007) sur les jeunes migrants indépendants du nord-est partant vers des destinations rurales et urbaines de Kumasi offre plus de détails sur la diversité des professions qualifiées que visent les jeunes migrants sans formation formelle. L'auteure a rencontré des filles aspirant à une formation en couture, teinturerie, coiffure et restauration tandis que les garçons suivaient une formation en mécanique ou en menuiserie. Une étude sur la circulation des enfants au Ghana, Burkina Faso et Mali ajoute à la liste la couture et la broderie, le tissage et le tricotage pour les filles, et la soudure, la pêche, la couture et chauffeur de camion pour le répertoire des garçons (Riisøen *et al.* 2004).

Alors qu'il arrive parfois que des garçons entrent dans des professions dominées par les filles, il est rare de voir des filles formées à des professions typiquement masculines comme la mécanique et la menuiserie. Il est aussi important de noter que les formations typiquement masculines offrent un emploi potentiel tandis que les formations offertes pour les filles et les jeunes femmes par exemple en tricot et broderie vont davantage les aider à diversifier leurs sources de revenus qu'à trouver un emploi en tant que tel ou créer une véritable activité au sens où elle impliquerait d'employer du personnel.

Les différences de genre ne dérivent pas uniquement des notions locales de ce qui est approprié mais aussi des approches particulières des politiques publiques. Le plaidoyer contre le travail des enfants a été particulièrement attentif au travail domestique des filles en

milieu urbain et à l'ampleur du nombre de filles exploitées comme main d'œuvre bon marché, victimes de trafic et d'abus sexuel potentiels. La recherche académique et appliquée a, d'un autre côté, documenté les filles voyageant avec des sœurs d'un âge similaire, et soutenu par des migrantes de long terme pour trouver un placement, ou étant amenées à la ville par un parent (Burkina Faso (Terre des Hommes 2003), Côte d'Ivoire (Jacquemin 2002, 2004), Mali (Castle and Diarra 2003, Lambert 2007)).² Le fait que l'accent soit mis sur les filles travaillant comme domestiques, et particulièrement sur les aspects négatifs de leur travail, ignore la situation critique ou satisfaisante des garçons et des jeunes hommes travaillant eux aussi comme domestiques.

Seydou a travaillé comme domestique à Ouagadougou pour un Bisa avec qui il n'était pas apparenté. « J'ai travaillé 5 mois sans recevoir de paiement et finalement au bout de 6 mois, mon employeur m'a donné 25 000 F CFA (US\$ 52). Même si l'argent ne couvrait pas ce qu'il me devait, je suis parti pour trouver un autre emploi. »

Yaya, un ressortissant burkinabé de 24 ans rencontré à Abidjan, explique pourquoi il aurait voulu travailler comme boy. « Quand je suis arrivé du Burkina, je n'aurais jamais imaginé que je ferais le travail que je fais actuellement. Je pensais que je trouverais un travail qui ne me fatiguerait pas, et où je ne serais pas frappé par le soleil toute la journée, peut-être en travaillant dans la maison de quelqu'un et ne pas trop se fatiguer ! »

L'ignorance des différences liées au genre et les conceptualisations étroites de qui est censé occuper tel ou tel emploi affectent au final aussi les garçons et les jeunes hommes. Ceux qui travaillent dans le secteur domestique, lavant et repassant le linge, et nettoyant la maison sont totalement invisibles, même si ce type d'emploi est classé relativement haut en terme de statut, à savoir entre travail manuel requérant de l'endurance physique et travail de bureau. Pour les jeunes femmes et hommes avec un peu d'éducation mais sans diplômes compétitifs, travailler comme domestique dans des familles aisées ou dans des services clientèle de diverses activités est attractif pour les raisons exposées ci-dessus.

Travailler dans un bar est l'objet de stéréotypes similaires : le plaidoyer comme la recherche s'intéressant à la santé reproductive des adolescentes ont associé ce type de travail à la prostitution. Par conséquent, les jeunes hommes travaillant comme serveurs sont invisibles,

² Le thème du travail domestique est discuté en détail dans un article présenté à l'atelier par Dr. Mélanie Jacquemin.

de même que le sont les motivations des jeunes femmes travaillant dans des bars. L'étude des jeunes femmes dagara migrant à Bobo Dioulasso au Burkina Faso menée par Ouédraogo (1995) donne une bonne compréhension des aspirations des serveuses à « devenir quelqu'un » et de la construction de leur statut social grâce aux vêtements, à la coiffure et à la peau douce et claire, mais aussi en aidant leurs jeunes frères et sœurs à rester à l'école et en soutenant leurs mères.

En dépit d'un faible niveau d'éducation formelle, les enfants et jeunes migrants ont un certain éventail de professions possibles, restreint toutefois à des sections particulières du marché du travail.

Bien que les préférences de formations soient extrêmement liées au genre, les formations élargissent les répertoires professionnels de façon significative pour les garçons comme pour les filles, en offrant toutefois plus d'opportunités d'emploi pour les garçons.

Le rapport entre travail familial et travail rémunéré

Les enfants et les jeunes sont en général traités séparément dans la littérature du développement et celle du plaidoyer, ce qui engendre des restrictions conceptuelles par rapport au groupe d'enfants ou jeunes âgés de quinze à dix-huit ans, qui tend à passer inaperçu. Le travail des enfants en dehors de leur foyer est généralement considéré comme ayant un impact négatif sur les enfants, tandis que les jeunes, d'un autre côté, sont perçus comme ayant le droit d'être employé en dehors de la famille, sous-entendant que cela est nécessaire pour leur transition vers leur statut d'adulte. Les deux visions sont fondées sur une séparation complète du travail rémunéré et des relations et obligations sociales. Cela aide peu dans le contexte ouest-africain où les familles et les amis sont des sources clés d'information, mais aussi le meilleur moyen d'être introduit de façon appropriée à des employeurs potentiels (voir par exemple Chant and Jones 2005, Hart 1973, et Lachaud 1994a).

Les recherches qualitatives montrent la difficulté de tracer une démarcation claire entre relations familiales et emploi dans l'économie informelle.

Négocier les conditions de travail

Se concentrant sur un groupe mixte de migrants et de non migrants, Guichaoua (2006) a examiné quels types de contrat de travail leur étaient offerts sur des sites de construction et dans des ateliers de couture à Abidjan. Il a observé que l'emploi par un parent, l'introduction par un parent, l'introduction par un ami et les demandes spontanées de porte-à-porte étaient tout aussi importants pour les jeunes lorsqu'ils cherchent du travail. Seuls les travailleurs rémunérés, dont la majorité travaillent sur des sites de construction, sont réemployés par leurs employeurs précédents, mais la façon la plus commune de trouver un emploi est soit de proposer sa candidature de façon spontanée à un employeur inconnu (33%), soit par l'intermédiaire d'un ami (25%). Les apprentis et les travailleurs non payés, qui constituent les deux autres catégories analytiques de l'étude de Guichaoua, ont principalement travaillé dans les ateliers de couture. Plus de la moitié des apprentis ont été introduits ou parrainés par leurs parents (52%) tandis que les travailleurs non payés travaillaient essentiellement pour un parent (43%) ou avaient un parent gérant la relation d'emploi (43%).

Ce qui est particulièrement intéressant dans l'étude de Guichaoua est le lien entre l'accès à l'emploi et la rémunération ou son absence. En moyenne, les travailleurs rémunérés dans la construction – et donc les employés qui réussissent à défendre leur droit à être payé – sont des jeunes hommes âgés d'une vingtaine d'années, tandis que les apprentis et les travailleurs non rémunérés dans l'industrie du vêtement sont des jeunes femmes et des jeunes hommes n'ayant pas encore atteint la vingtaine³. Malgré le fait que tous les employés, y compris ceux dans la construction, continuent à utiliser les liens de parenté pour obtenir un emploi, Guichaoua (2006 :15) souligne que les dynamiques changent. Cela est dû en partie, affirme-t-il, à l'autorité parentale sur les enfants qui faiblit à mesure que l'enfant grandit, et en partie à la construction progressive de leur propre réseau social que les enfants bâtissent et au travers duquel ils cherchent du travail.

L'argument est basé sur l'idée selon laquelle les parents sont capables d'exercer un contrôle supérieur sur le travail de leurs enfants vivant dans leur foyer que les étrangers qui emploient leurs enfants. Cependant, se pose la question de l'âge auquel les enfants sont à

³ 76% des apprentis étaient des jeunes femmes, de même que 36% des travailleurs non rémunérés.

même de se désengager du contrôle de leur force de travail par le foyer. Guichaoua suggère que cela arrive à la vingtaine, non pas selon un processus linéaire mais en fonction des vulnérabilités et opportunités qui se présentent. D'autres études montrent toutefois que les enfants peuvent voyager plus tôt pour trouver du travail au sein ou en dehors des liens de parenté (Chant and Jones 2005, de Lange 2007, Erulkar *et al.* 2006, Hashim 2005).

Lorsque des adolescents du pays bisa au Burkina Faso ne voyagent pas avec des jeunes du même âge, ils cherchent à persuader un proche parent de les emmener ou ils se rapprochent de parents éloignés qui ont migré et leur révèlent leur désir de trouver un travail salarié. Les ressortissants exerçant de petites activités recrutent souvent des travailleurs de cette manière. La relation individuelle que les jeunes ont et développent avec les proches, les employeurs et les autres membres du foyer où ils ont vécu, façonnent à la fois la capacité des adultes à demander une main d'œuvre non rémunérée, et leur volonté de faire un tel travail.

L'orphelin Boureima est venu à Ouagadougou en 2004 avec la petite sœur de sa mère, appelée « petite mère » (*na puure*), mais a quitté sa maison suite à un désaccord sur sa rémunération. « Je vendais de l'eau glacée dans le voisinage et parce que ses enfants sont encore trop petits pour travailler, j'étais le seul qui travaillait pendant que ses enfants allaient à l'école. Au bout d'un moment, je lui ai demandé de me payer, pas beaucoup, juste assez pour m'acheter des vêtements mais elle dit qu'elle n'avait pas assez d'argent pour me payer des vêtements, donc je suis parti. Je suis venu à Ouagadougou pour travailler ! J'ai trouvé quelqu'un d'autre pour qui vendre de l'eau mais peu après mon frère m'a parlé d'un boulot, comme briquetier, où je pouvais gagner 6 000 F CFA (US\$ 12) par mois. » Lors du premier changement d'emploi, la motivation était clairement une divergence de compréhension de la relation de travail.

Alors que l'interprétation de Boureima tournait autour de l'idée d'une relation employeur-employé, bien qu'il accepte d'être payé en espèces ou en nature, l'interprétation de sa *na puure* était centrée sur son lien de parenté immédiat et son devoir d'aider sa vieille mère, qui avait pris soin de Boureima et de ses deux frères depuis la mort de leurs parents. De son point de vue, le garçon de 13 ans pouvait et devait être intégré dans son foyer comme un fils sur qui elle pouvait compter. Il est impossible de savoir si elle considérait le fait d'élever, nourrir et abriter le garçon comme suffisant, mais au final, elle aurait eu à lui acheter des vêtements ou lui laisser garder une partie de l'argent gagné en vendant l'eau. Il n'a pas eu la

patience d'attendre, pas nécessairement parce qu'il se sentait maltraité mais parce qu'il aspirait à l'autonomie de quelqu'un qui travaille et gagne de l'argent.

Près d'un tiers des adolescents migrants bisa étaient logés par leurs employeurs, brouillant ainsi les frontières entre travail familial et autres types de relations d'emploi informel. Non seulement ils travaillent pour des parents de proximité diverse, de parents directs à des membres du même clan, mais ils ont différents types d'hébergements. Certains vivent sous le même toit que leurs employeurs ou parents, d'autres dorment sur le lieu de travail, et jouent ainsi aussi le rôle de gardiens, et d'autres partagent une maison que l'employeur a bâtie dans la périphérie de Ouagadougou pour pouvoir réclamer un titre de propriété quand les enquêtes s'effectueront.

À Abidjan, un migrant bisa de 23 ans explique qu'il est venu à Abidjan avec un de ses grands frères en 2000 quand il avait 15 ans. Il est venu pour gagner de l'argent, mais a travaillé dans le magasin de son frère au début. « Je n'étais pas payé car c'est mon frère. Lorsque je retournerais au village, il payerait mon transport et me donnerait un peu d'argent de poche. » Toutefois, le magasin faisant peu d'affaires et son frère dépensant la plupart de l'argent dans la boisson, l'espoir de recevoir quoi que ce soit pour son travail diminuât. Au final, le jeune migrant alla dans une autre partie d'Abidjan et commença le dur labeur de cultiver des légumes avec un système d'arrosage manuel. « Ici je travaille avec un autre frère, nous avons le même père mais pas la même mère ; le premier frère – du magasin – vient de notre village, mais nous ne sommes pas de la même famille. »

Même lorsque les termes du travail semblent acceptés par les deux parties, des ambiguïtés peuvent surgir si la relation se détériore ou si de meilleures opportunités se présentent. La flambée de la guerre civile et de la xénophobie en Côte d'Ivoire a contraint beaucoup de jeunes migrants à accepter de travailler pour des membres de leur famille bien que l'appât d'un salaire est ce qui les avait motivés au départ. Dans l'exemple précédent, le jeune migrant a rejeté la relation de travail avec son frère éloigné uniquement lorsque l'espoir de recevoir de l'argent et un billet de transport pour le village s'est dissipé, et lorsqu'il était suffisamment fort pour travailler dans le maraîchage. Toutefois, il est clair que le type de travail prend le pas sur la nature de la relation familiale. En général, les jeunes ressortissants bisa acceptent d'être rémunérés à la fin du séjour quand ils travaillent dans le magasin ou le restaurant d'un membre de la famille élargie, alors qu'ils s'attendent à être

traités en travailleurs rémunérés dans le cas d'un travail de force comme jardinier ou briquetier.

David, 19 ans, travaillait dans une pâtisserie pour un employeur sans lien de parenté. Bien qu'il vive dans la maison de son employeur, l'argent de la nourriture était déduit de son salaire. En effet, l'employeur payait rarement à David la totalité de son salaire. « Sauf pour le premier mois, mon patron ne m'a jamais payé les 15 000 F (US\$ 31) qu'il m'a promis par mois. Au moins, je l'ai convaincu que s'il n'avait pas assez à la fin du mois, c'était mieux de me donner 500 F (US\$ 1) par jour et déduire 200 F (US\$ 0.41) pour la nourriture. » David a sollicité l'aide d'un ami sachant lire et écrire pour l'aider à tenir ses comptes car son patron était fréquemment sans argent à la fin de la journée. « La femme de mon patron était très gentille avec moi. Elle m'a même conseillé une fois de partir avec les revenus de la journée⁴. Je n'avais pas pensé à cette option auparavant et en fait j'y ai pensé pendant longtemps avant de suivre son conseil. Ce qui m'a finalement décidé est un appel de la maison m'informant que mon père était tombé malade. Quand j'ai dit à mon patron que j'aimerais retourner au village pour aider à cultiver, il m'a dit d'attendre un peu car il n'avait pas l'argent maintenant. À la fin de la journée, j'ai pris les revenus – 25 000 F (US\$ 52) – et j'ai donné 5 000 F à sa femme avant de partir. Mon patron me devait 35 000 F. »

Les relations d'emploi informel ne peuvent pas être décrites de façon aussi simple que le travail salarié. Beaucoup de migrants dans la tranche d'âge 14-24 ans partagent leur déception de faibles revenus voire d'aucune rémunération. Non seulement les employeurs utilisent la moindre erreur pour diminuer le salaire afin de couvrir des pertes réelles ou imaginées, mais ils profitent aussi de la conception qu'ont les enfants et les jeunes des relations du foyer, de leur vulnérabilité et de la probabilité d'avoir besoin de collecter d'importantes sommes d'argent de sources différentes en cas d'imprévu. Les employeurs sont aussi capables de remplacer facilement leur main d'œuvre et ne pas subir les tracasseries du non-paiement car les jeunes employés manquent d'organisation et de solidarité. Bien que la jeunesse ne soit pas sans revendications, elle ne peut hausser le ton face à un employeur : cela reviendrait à manquer de respect à quelqu'un de rang social et économique plus élevé. Au lieu de cela, les jeunes 'votent avec les pieds' et quittent le travail pour en chercher un autre ou s'engager dans une des niches professionnelles décrites auparavant. Par ailleurs,

⁴ En Afrique de l'Ouest, maris et femmes ont généralement leurs propres sphères économiques et des responsabilités spécifiques envers le foyer mais ils partagent aussi un intérêt commun au bien-être des membres du foyer. Dans un cas comme celui de David, la femme de son patron pouvait être encline à lui donner des conseils contre les intérêts économiques de son mari pour plusieurs raisons. D'abord, elle devait trouver que son mari esquivait ses responsabilités envers un jeune qui travaillait dur et qui ne manquait jamais de respect. De plus, elle devait aussi se sentir délaissée financièrement par son mari, ce qui diminuait son intérêt concernant les profits qu'il tirait de ses activités économiques.

les employeurs peuvent aussi assumer un rôle de parents, prenant certaines responsabilités et traitant très bien les jeunes. Au final, les jeunes travailleurs sans expérience préalable sont souvent recrutés pour un travail sans que leur manque de compétence soit vu comme un obstacle puisque l'on s'attend à ce qu'ils apprennent en travaillant. Toutefois, cette pratique réduit leur capacité à négocier un statut de travailleurs rémunérés.

Le sentiment d'appartenance des jeunes migrants aux différents foyers qu'ils occupent influence leur interprétation du travail qu'ils ont à effectuer en tant que membres du foyer, et du travail pour lequel ils devraient être payés.

Les enfants et les jeunes cherchent l'équilibre entre la protection du réseau familial élargi et une autonomie désirée en s'établissant eux-mêmes comme jeunes adultes migrants.

L'apprentissage

Les programmes visant l'abolition du travail des enfants encouragent fréquemment les formations professionnelles destinées aux enfants et aident à placer ceux travaillant dans la rue dans l'apprentissage non formel (Diouf et al. 2001). L'importance attribuée aux différentes formes d'éducation est aussi reflétée dans les explications globales du chômage des jeunes comme étant le résultat d'une déficience de compétences. Le bureau de l'ONU en l'Afrique de l'Ouest, comme mentionné auparavant, encourage « la culture de l'apprentissage » (p. 3) afin de générer la croissance économique et l'entrepreneuriat. Les données empiriques suggèrent cependant qu'il existe des différences au niveau des populations intéressées par la formation professionnelle.

Le chômage des jeunes serait proportionnel au niveau d'instruction, au moins jusqu'au premier cycle du secondaire. [Lachaud] note ainsi que les jeunes sans instruction sont moins souvent chômeurs, car ils s'orientent assez vite vers l'apprentissage traditionnel ou trouvent une occupation dans le secteur informel. Ceux qui ont achevé le secondaire entretiennent souvent des attentes élevées en matières de salaire et de conditions de travail.

(Lachaud 1994b cf. Chauveau 1998 : 28)

Les recherches de Guichaoua à Abidjan sur les sites de construction et dans les ateliers de couture décrivent un chevauchement entre apprentissage et travail familial. Il y a en fait de grandes variations à travers l'Afrique de l'Ouest concernant l'entrée des enfants et des jeunes dans l'apprentissage et la durée de la formation. Cette prolifération de formations professionnelles non formelles est liée à l'échec du système éducatif formel à s'adapter aux besoins en formation et à la sélectivité des centres de formation qui excluent la plupart des jeunes pauvres (Chauveau 1998 : 34).

Des études montrent qu'il est courant que des apprentis paient des frais de formation conséquents dans les pays côtiers atteignant jusqu'à 150 000 F CFA (US\$ 312) pour une formation de trois ans à Abidjan (Guichaoua 2006), allant de 480 000 à 1 500 000 Cedi (US\$ 55-170) au Ghana (Hashim 2005) et à 30 000-160 000 F CFA (US\$ 60-330) au Bénin (Chauveau 1998). Bien que l'apprentissage soit aussi monétisé dans les pays du Sahel, il est plus courant que les jeunes soient engagés comme apprentis grâce à leur lien de parenté, habituellement leurs parents de clan ou d'ethnie, ou bien grâce au fait qu'ils soient présentés par un proche de leur réseau social.

Payant ou non, l'apprentissage est similaire dans le sens où il n'y a pas de contrats écrits, l'enseignement est didactique et le recrutement est profondément enraciné dans les relations sociales. L'apprentissage ressemble plus à un processus de socialisation ou d'initiation qu'à une formation professionnelle (Chauveau 1998 : 42). Les apprentis ont été par conséquent associés au travail gratuit ou bon marché et à l'exploitation (Chauveau 1998, Diouf *et al.* 2001, Morice 1987). Certains ont affirmé que les patrons ignoraient la sécurité de leurs apprentis, échouaient à transférer sérieusement leurs compétences et employaient beaucoup plus d'apprentis que nécessaire afin de gagner plus (Chauveau 1998, Riisøen *et al.* 2004). Toutefois, Morice (1987) a affirmé que les patrons acceptaient aussi plus d'apprentis et de travailleurs qu'ils n'en avaient besoin car le recrutement à travers des relations sociales les oblige à aider leurs amis.

Diouf *et al.* (2001) se demandent si l'entrée des jeunes dans ce type de formations non formelles est un choix « forcé » ou non, et discutent les points de vue des parents et des apprentis. Basés sur une recherche au Sénégal, ils révèlent que la plupart des parents

déclarent qu'ils ont décidé d'inscrire leurs enfants dans des formations professionnelles, tandis que 42% des jeunes déclarent avoir pris la décision par eux-mêmes, même si 39% reconnaissent l'influence de leurs parents. Ma recherche à Ouagadougou a montré que les adolescents migrants affirmaient souvent leur propre motivation à commencer un apprentissage mais regrettaient de ne pas avoir de parents avec des compétences techniques ou leur propre atelier, ou bien d'avoir besoin que quelqu'un leur paye la nourriture et l'hébergement. Dans certains cas toutefois, ils se contentaient d'emplois peu payés plutôt que de commencer un apprentissage car ils étaient impatients de gagner de l'argent.

La mère de David a essayé de faire choisir à ses fils des stratégies de long terme pour leur premier voyage à Ouagadougou, mais elle avait sous-estimé le désir de ses fils d'obtenir des revenus immédiats afin d'acheter des vêtements et des biens qu'ils n'avaient jamais eus auparavant. C'est seulement lorsque David s'est trouvé satisfait de son besoin de gagner de l'argent et qu'il a eu expérimenté les frustrations liées au fait d'être trompé en dépit de son bon comportement et de sa volonté de travailler, et au fait d'avoir eu à résoudre ces problèmes par des moyens qu'il n'aimait pas, qu'il a été prêt à écouter les conseils de sa mère. Il s'est finalement rapproché du frère de sa mère, qui possédait un garage à Ouagadougou, et grâce à son bon comportement, il est devenu son apprenti fin 2006. Le travail était rare à certains moments et David et les deux autres apprentis tournaient en rond en attendant leur patron pour qu'il leur donne des tâches à accomplir et de l'argent pour se nourrir. C'était relativement ennuyeux, mais David a tenu bon sans se plaindre, ne serait-ce que parce que son oncle était un homme important aux activités multiples et qu'il avait introduit David dans nombre de ses relations sociales. En 2008, David s'est vu attribuer la tâche de chercher les pièces détachées dans tout Ouagadougou, il connaissait désormais les réparations de base mais travaillait toujours sans salaire et son oncle le poussait à suivre des cours du soir pour apprendre à lire et écrire afin de l'aider sur le long terme. Au final, il a aussi commencé à apprendre à conduire. S'il avait eu des doutes sur le fait d'avoir pris la bonne décision en 2007, il ne l'a jamais dit. Mais en 2008, quand les choses allaient bien, il jugeait ses amis apprentis qui avaient quitté le garage comme étant trop impatients et avarés, car ils voulaient de l'argent pour leur travail alors qu'ils ne savaient pas travailler de manière indépendante.

Cette étude de cas introduit une autre dimension à la discussion sur la formation professionnelle et l'emploi des jeunes : les différences entre milieu urbain et rural. Les enfants des villages ont souvent besoin de migrer vers les villes rurales ou le milieu urbain pour apprendre des compétences autres que l'agriculture, le forgeage, la poterie et autres savoirs traditionnels. Cela implique qu'ils vivent avec des parents, chez l'employeur ou louent un hébergement, alors que les enfants urbains peuvent rester chez eux. Par ailleurs,

les enfants provenant de milieu rural dépendent généralement de parents habitant en ville ou de liens entre des parents ruraux et des artisans urbains pour être acceptés comme apprentis sans avoir à payer. De tels liens peuvent être fragiles et se traduire par une moindre attention accordée à leur formation, ce qui engendre l'abandon avant le terme de l'apprentissage.

Accepter d'engager de nombreux apprentis accroît la compétition au sein de secteurs relativement étroits, et ainsi leur capacité à trouver un emploi ou à établir par eux-mêmes un atelier rentable est également restreinte.

Tous les enfants ne peuvent – ou ne veulent – renoncer à un revenu pendant trois ou quatre ans d'affilée.

Trajectoires professionnelles

Le travail des enfants et le chômage des jeunes sont sur l'agenda politique depuis longtemps, et pourtant on sait peu de choses sur la capacité des jeunes migrants à influencer leurs situations. Les politiques publiques se sont concentrées en particulier sur le déficit éducatif et par conséquent sur la manière de ramener les enfants vers l'école, et les jeunes vers des formations professionnelles afin d'améliorer leurs chances de devenir des entrepreneurs indépendants. Le bureau de l'ONU pour l'Afrique de l'Ouest affirme que les jeunes préfèrent gérer leurs propres activités plutôt que d'être salariés (UNOWA 2006) et par conséquent soutient le développement des formations et l'accès au micro crédit, sans toutefois s'attarder sur les raisons sous-jacentes à de telles préférences ni sur la viabilité à long terme d'une plus grande prolifération des entreprises de petite échelle.

Les méthodologies de recherches fondées sur les biographies et l'observation participante donnent davantage accès aux stratégies de navigation des enfants et des jeunes sur le marché du travail urbain, et sur les opportunités qu'ils trouvent dans la sphère informelle de l'économie urbaine.

D'un emploi à l'autre : adaptation et apprentissage informel

Lorsque des enfants ruraux migrent vers la ville pour la première fois, ils en savent peu sur ce qui les attend. Ils sont confiants sur leur capacité à faire face et à réussir, non pas parce qu'ils n'ont pas entendu parler des difficultés ni vu des ressortissants revenir aussi pauvres qu'ils étaient partis, mais parce qu'ils visent à imiter ceux qui ont réussi (Thorsen 2007). Mais ils ne prennent pas en compte le fait que les conditions de travail en ville diffèrent radicalement du travail familial agricole, où ils peuvent parfois se défilier des tâches confiées par un parent.

Trois exemples de premier engagement de jeunes migrants dans le travail urbain :

Après une grosse dispute avec son oncle, un garçon de 15 ans s'enfuit de la maison pour Ouagadougou. Il avait été envoyé au marché pour acheter des médicaments mais au lieu de revenir directement à la maison, le garçon avait regardé un film dans un vidéo-club, et lorsqu'il arrive à la maison son oncle, en colère, lui fait savoir. Sa fierté est heurtée et le garçon part à Ouagadougou où il dégotte du travail dans un restaurant avec dix autres employés. Il y apprend à être moins fier et moins hâbleur. En travaillant de 7h du matin à 10-11h du soir, il n'a plus de temps libre pour les vidéo-clubs et il a la malchance d'avoir un patron au mauvais caractère qui le raille dès qu'il est de mauvaise humeur et coupe son salaire lorsqu'il casse de la vaisselle. Mécontents de ce traitement, les garçons quittent finalement l'endroit pour essayer de trouver un autre travail, ou bien rentrent chez eux pour aider à cultiver pendant quelque temps avant de revenir en ville faire de nouvelles recherches.

Lorsqu'il arrive pour la première fois à Ouagadougou, un garçon de 12 ans travaille comme domestique pendant une semaine. Puis il quitte le travail car la femme qui l'emploie crie sur les enfants qu'elle a fait venir de son village, et bien qu'elle le traite correctement, il craint qu'elle ne devienne aussi méchante avec lui. Toutefois, la tante qui l'héberge ne comprend pas qu'il protège son intégrité et parce qu'elle a des idées standard sur la manière dont il doit être traité, elle le croit simplement paresseux.

Des divergences de vues similaires sur la manière dont un travail doit être fait émergent souvent dans les relations à la limite entre travail familial et travail rémunéré. Un frère classificatoire qui s'était senti obligé d'employer un frère cadet de 16 ans afin de faire de sa première migration une bonne expérience, le trouve paresseux par rapport à l'autre garçon qu'il emploie. Le garçon de 16 ans s'attendait à travailler au rythme auquel il était habitué au village, avec des pauses dès qu'il se sentait fatigué, tout en comptant être rémunéré. De telles divergences créent des tensions. Dans ce cas, l'aîné était prêt à payer son frère cadet, mais seulement à la fin du séjour de celui-ci. Bien entendu, le jeune n'avait pas compris cela et il finit par s'inquiéter d'être dupé au final, si bien qu'il décide de rentrer plus tôt au village, et reçoit à ce moment là – à sa grande surprise – de nouveaux vêtements, un ticket de bus et une somme d'argent.

L'apprentissage est rude pour les enfants et jeunes qui migrent pour la première fois. Bien qu'ils soient habitués au travail agricole et au commerce sur les marchés ruraux, ils bénéficient d'une bonne part de liberté qui est considérablement restreinte lorsqu'ils rentrent dans l'emploi rémunéré. De plus, ils sont obligés de faire le dos rond lorsqu'on leur parle de façon condescendante parce qu'ils sont jeunes, nouvellement arrivés mais aussi à cause de leur pauvreté inscrite dans leur apparence vestimentaire, leurs manières et leur faible niveau d'éducation. Le fait que les débuts soient difficiles se reflète dans leur mobilité sur le marché du travail, surtout pour les plus jeunes et plus immatures (voir Table 1). Les vendeurs de rue et les plongeurs dans les petits restaurants sur le bord de rues changent souvent d'emplois dans le même type de travail exigeant peu de connaissances préalables, généralement parce qu'ils trouvent les manières de l'employeur déplaisantes, le travail trop dur ou ils découvrent qu'ils ont accepté un salaire trop faible et peuvent gagner plus en trouvant un emploi similaire ailleurs.

Un mécontentement largement partagé, toutefois, qui fait que les jeunes recherchent un nouvel emploi, est lié à leur vulnérabilité quant au salaire. Beaucoup ont attendu avant d'être payés car leurs employeurs les persuadaient de continuer à travailler en les raisonnant et en leur expliquant qu'ils n'avaient pas l'argent en raison d'un retard sur les paiements ou parce que l'activité s'était ralentie momentanément mais qu'ils avaient l'intention de les payer dès qu'ils recevraient l'argent.

Ibrahim, 22 ans, fut dupé à plusieurs reprises. La première fois, il travaillait pour un « frère » éloigné à Ouagadougou, qui lui avait promis de lui garder son salaire de côté pour l'aider à épargner. Lorsque Ibrahim voulut partir après 11 mois, son « frère » monta toute une histoire pour éviter de le payer. La seconde fois, un employeur était en retard sur le paiement, Ibrahim chercha discrètement un autre emploi en parallèle. Quand il fut payé 10 000 F CFA (US\$ 21) mais avec un salaire diminué de 1 000 F par mois, il chercha sérieusement un autre emploi.

Lucien eut une expérience similaire lorsqu'il travaillait dans une rôtisserie devant un bar. Au départ, son employeur le payait 500 F journaliers puis diminua progressivement le salaire jusqu'à ce que Lucien parte, car les 300 F CFA offerts couvraient à peine les dépenses de nourriture, le laissant ainsi sans un sou de côté à la fin de la journée.

Pour des jeunes prêts à travailler dur, c'est un choc de recevoir moins d'argent que prévu ou de ne pas être payé du tout. Être dupé une fois leur enseigne la prudence et à être moins patient lorsqu'il s'agit d'être payé. Toutefois, ils ne découvrent pas toujours cette déception immédiatement car ils laissent en général une partie de leurs salaires en épargne chez leur employeur. En dépit des lois du travail et de la création d'institutions de protection des droits des jeunes et des enfants, il est en réalité difficile pour eux de revendiquer leurs droits : ils n'ont pas de contrats et ont accepté de travailler pour des salaires inférieurs au minimum en vigueur, qui cependant sont censés inclure la nourriture et l'hébergement. De plus, la plupart des institutions et ONG travaillent avec les enfants de moins de 14 ans.

Des proches plus âgés peuvent mettre la pression sur les employeurs pour qu'ils payent leur dû, menaçant parfois d'aller à la police, mais les jeunes soulignent eux-mêmes que cela n'en vaut pas la peine.

« Avec nos salaires minuscules, le coût surpasserait le bénéfice », explique lors d'une pause un groupe de jeunes vendeurs de rue itinérants à Ouagadougou. « Non seulement il faudrait payer les timbres et glisser quelques billets supplémentaires dans le dossier pour que la police ouvre le dossier, mais il faudrait aussi passer plusieurs jours à aller au commissariat, qui sont des jours chômés. Ça n'en vaut juste pas la peine ! De plus le patron connaît peut-être quelqu'un au commissariat et la plainte se retournera contre nous en disant que nous avons volé. Bien sûr, le policier croira son ami et non un pauvre jeune du village. »

Ne pas être en mesure de pendre un jour ou deux pour poursuivre une plainte sur un salaire non payé contredit l'idée d'une jeunesse au chômage « assise dehors » et se tournant les pouces. Cela suggère plutôt que des différences existent, basées sur l'origine des jeunes et leur niveau d'éducation. Les enfants et jeunes ruraux qui sont venus en ville pour travailler ne peuvent se permettre de ne pas le faire, car ils ont besoin de l'argent pour survivre, et la motivation à l'origine de leur migration est de gagner de l'argent. Même dans les cas où ils vivent chez un parent, ils sont obligés de travailler pour ne pas être qualifiés de paresseux et renvoyés au village (Chauveau 1998, Thorsen 2009b).

La migration de travail est un processus de maturation pour les enfants qui apprennent à gérer le dur labeur et à surmonter les difficultés.

Le bricolage professionnel

L'informalisation des économies africaines est caractérisée par de multiples sources de revenus. Les jeunes et les enfants de milieux ruraux sont habitués à plusieurs sources de revenus basées sur l'agriculture et les métiers artisanaux traditionnels, mais il est souvent difficile pour eux de diversifier leurs activités, simplement parce qu'ils gagnent juste de quoi couvrir leurs besoins fondamentaux. Par conséquent, ils déploient un bricolage professionnel. C'est-à-dire qu'ils apprennent sommairement de nombreux métiers non formels ou informels en passant d'un type de travail à un autre ou en imitant les activités indépendantes qui leur semblent les plus profitables. Le bricolage professionnel n'est pas une stratégie de perfectionnement mais a pour but d'élargir la possibilité qu'ont les jeunes de se proposer pour n'importe quel emploi ou petit commerce dès que l'occasion se produit.

Ceux qui vivent avec un parent sont dans une situation plus proche des jeunes ayant grandi en milieu urbain. Dans une étude sur les jeunes migrants et non migrants à Accra, Langevang (2008) décrit comment les jeunes s'orientent dans un contexte urbain en saisissant toutes les opportunités qui leur semblent les rapprocher de leur objectif de mobilité sociale en les faisant réussir à gagner de l'argent.

Sans même passer les examens finaux du collège, un garçon de 16 ans qui vivait avec sa mère à Accra quitte l'école pour chercher du travail. Il passe par plusieurs professions : de livreur avec un « pousse-pousse », à apprenti en réparation de vélos et lunettes, qu'il quitte à chaque fois pour enfin apprendre le métier de barbier. Il s'engage ensuite dans des activités illicites, qui le mettent sur une pente ascendante prometteuse qui lui permet d'ouvrir un salon de coiffure pour hommes avec un ami, ainsi qu'un petit kiosque de téléphone, puis il paye un intermédiaire pour obtenir des papiers pour l'Europe. Il n'obtient pas les papiers, et doit abandonner ses activités suite à des désaccords avec ses partenaires. Toujours optimiste sur son futur, il commence un apprentissage de coiffeur, se préparant au marché du travail européen afin d'abandonner son ascension à l'âge de 28 ans et de partir vers le Nord pour travailler dans le domaine agricole (ibid. 2008 : 2041-42).

Commencer une formation professionnelle ne génère pas toujours plus d'opportunités. Un apprentissage peut être arrêté car les jeunes ne sont plus intéressés, ou ne peuvent faire face au manque de revenus, ou encore parce que le transfert réel de compétences est négligeable ou le patron odieux. Par ailleurs, arriver au terme de son apprentissage non formel requiert des négociations puisque le passage au statut de travailleur est souvent

graduel. Parmi les jeunes migrants bissa à Ouagadougou, le refus d'un employeur d'augmenter leurs salaires malgré leur progression et compétences acquises fût la raison pour laquelle certains d'entre eux cherchèrent un autre emploi. Le même type de stratégies a cours dans le secteur alimentaire ainsi que dans l'apprentissage non formel.

Un jeune homme dans la vingtaine, apprenti tailleur, négocie après presque trois ans d'apprentissage à Ouagadougou avec son patron, qu'il devrait le payer un peu pour son travail. Au début, le patron proteste qu'il ne peut à la fois donner son savoir-faire au jeune homme et le payer, mais au final, il accepte sa demande et lui paye trois repas par jour et une petite somme d'argent. Après un certain temps, et juste avant le pic d'activité de l'année, l'apprenti tombe malade et reste à la maison pendant une semaine. Le patron est certain qu'il a trouvé un nouveau travail et le regrette, si bien que lorsque le jeune homme revient travailler, il lui promet une commission. Toutefois, dès que la saison retombe, le patron lui paye 2 000 F CFA (US\$ 4) alors qu'il lui devait 7 500 F (US\$ 16). Peu après l'incident, il commence à travailler pour un autre tailleur qui lui promet un meilleur salaire mais qui finalement le coupe aussi. L'apprenti décide alors de travailler à son compte, emprunte 10 000 F CFA (US\$ 21) à un frère pour acheter sa première machine à coudre et ouvre un atelier.

Son business ne marche pas très bien au début, et c'est seulement grâce à la charrette et l'âne qu'il a achetés pour charger du sable et fabriquer des briques le matin qu'il réussit à rembourser son frère. Un autre frère lui conseille d'obtenir un permis de conduire et l'aide à payer les leçons de conduite, mais il échoue à lui obtenir un emploi de chauffeur de taxi. Bien qu'il ait réussi à monter un atelier de tailleur qui marche bien, tout en employant des jeunes migrants pour fabriquer des briques, il ferme l'atelier au bout de 10 ans et diversifie ses activités en ouvrant un petit magasin puis un kiosque vendant du thé et du café.

Les trajectoires racontées rétrospectivement comme celle-ci ont toujours l'air lisse et calme et présentent le migrant de manière très proactive et volontaire. Bien que les jeunes ne soient pas tous aussi débrouillards, les trajectoires montrent leur mobilité dans l'économie informelle. Mais cela montre aussi qu'à cause de la triche sur les salaires, ils préfèrent monter leur propre entreprise, et qu'à cause des difficultés engendrées par la compétition entre petites entreprises spécialisées dans le même secteur, ils sont contraints de se diversifier et finissent régulièrement par faire des choses totalement différentes de ce pour quoi ils ont été formés. Diouf et al. (2001) affirment qu'au Sénégal, les jeunes ne peuvent monter leur propre atelier du fait du manque de moyens financiers, mais j'argumente que cela dépend aussi du marché, et des coûts et besoins d'outils spécifiques. La difficulté principale rencontrée est de se former une clientèle.

Ceux qui n'ont pas suivi d'apprentissage mais ont acquis des compétences urbaines de façon informelle grâce à une trajectoire d'emplois ont tout de même soit construit une expertise, par exemple en progressant de plongeur à aide-cuisinier, à serveur ou cuisinier, soit accru leur capacité à diversifier leurs revenus en travaillant dans un petit restaurant, puis comme vendeur dans un magasin et ainsi de suite. Par ailleurs, ils peuvent aller sur des marchés du travail mieux rémunérés où les conditions de travail sont quasi-formelles, comme en Côte d'Ivoire.

Les enfants et jeunes migrants font stratégiquement en sorte de s'éloigner d'un travail précaire et peu rémunéré en consolidant des compétences qui peuvent leur être précieuses dans le futur ou en s'installant à leur compte afin de diminuer leur vulnérabilité.

Conclusion

Malgré le fait que les jeunes migrants prennent réellement conscience de leur marginalité dans l'espace urbain très rapidement après leur arrivée, ils acquièrent vite les tactiques et stratégies nécessaires pour surmonter une partie des obstacles. Ils sont soucieux de gagner de l'argent et de s'en sortir, comme beaucoup d'autres dans l'économie informelle, mais les problèmes qu'ils rencontrent avec les employeurs, parents ou non, les rendent méfiants vis-à-vis des relations de patronage. Bien que ces types de relations opèrent à un niveau faible dans toutes les relations de travail informelles, les jeunes évaluent constamment l'avantage d'avoir un emploi salarié et le risque d'être dupé et à la moindre suspicion, ils passent rapidement à un autre emploi ou à un travail indépendant dans les petits services comme cireurs ou porteur. Parallèlement, leurs expériences leur apprennent à travailler dur, à endurer les difficultés, à prévoir les imprévus, à se contrôler, et à agir respectueusement envers les adultes même s'ils sont traités de façon injuste.

Les données empiriques présentées dans ce papier posent des questions fondamentales concernant les politiques publiques et leur capacité à soutenir la mobilité des enfants et des jeunes.

1. Mettre en valeur les compétences – Comment faire ?

L'accent fort qui est mis par les politiques publiques actuelles sur les échecs du système éducatif et le besoin de mettre en valeur les compétences des jeunes afin de les rendre employables ou d'accroître leur esprit d'entreprise pose la question de savoir qui devrait être responsable de la forme et du fond des formations professionnelles, et s'assurer de leurs qualités. Aujourd'hui, l'apprentissage non formel est reconnu comme le moyen le plus important par lequel enfants et jeunes ont une chance d'acquérir un savoir-faire en dehors du système scolaire formel. Cependant, les recherches empiriques en Afrique de l'Ouest indiquent clairement que la durée de l'apprentissage tend à s'étendre de façon significative parce que les apprentis sont de la main d'œuvre bon marché et/ou parce que le transfert des compétences est lent du fait du manque d'intérêt de la part du patron. De plus, il n'y a aucune limite quant à la possibilité de devenir maître enseignant à des apprentis, et il n'y a donc pas non plus de critères pour leurs qualifications. Dans un contexte où beaucoup d'activités sont d'échelle très réduite et emploient des journaliers ou seulement un ou deux employés, le nombre de formations non formelles prolifèrent inévitablement. Par conséquent, il est indispensable que nous nous rendions compte que ce qui importe n'est pas tant le nombre d'apprentis à accueillir en formation, que de maintenir et de relever les qualifications techniques sur le long terme.

Une seconde question concerne les conditions de travail des jeunes pendant et après la formation. Tandis que beaucoup d'attention est portée aux pires formes du travail des enfants dans d'autres environnements de travail, le silence concernant l'apprentissage non formel est remarquable. Toutefois, penser à des mesures protectrices implique des régulations qui soient sérieusement mises en vigueur par l'Etat. Les Etats d'Afrique de l'Ouest sont-ils intéressés par de telles réformes ? Si oui, les régulations réduiront-elles le nombre d'apprentissages disponibles pour les jeunes ?

Troisièmement, l'apprentissage non formel est particulièrement courant pour apprendre des compétences techniques, par exemple en mécanique et en soudure, alors que le secteur de la restauration est caractérisé par l'apprentissage informel et par la pratique. En pratique, les

enfants et les jeunes sont capables de progresser sur l'échelle des salaires au sein d'un secteur grâce aux compétences qu'ils peuvent démontrer, mais ils n'ont ni diplômes ni preuves écrites de leur apprentissage.

2. Différences urbaines et rurales – comment améliorer les chances des jeunes ruraux ?

Quelle jeunesse devrait être soutenue pour accéder aux formations professionnelles ? Les données empiriques présentées dans cet article montrent que les jeunes urbains et ruraux visent les mêmes professions, qui se trouvent en milieu urbain et parfois dans les villes rurales. Cela signifie que la jeunesse rurale est désavantagée par rapport à la jeunesse urbaine, car les nouveaux venus disposent d'un moindre réseau social. Certaines politiques visent à garder les jeunes ruraux hors du milieu urbain en créant des emplois dans l'agriculture mais il n'est pas évident qu'un jeune aspirant à être mécanicien, tailleur ou coiffeur soit aussi motivé pour un travail agricole salarié.

3. Travailler à son compte – Est-ce vraiment la volonté des jeunes ?

La conviction que les jeunes préfèrent travailler à leur compte est soutenue par les données empiriques présentées ici. Bien entendu, un meilleur statut social est attribué à quelqu'un qui peut employer d'autres personnes, et ainsi consolider son statut social, mais quelques exemples montrent aussi qu'il est difficile de faire marcher une entreprise, et davantage de la développer suffisamment pour employer d'autres personnes que ses frères et sœurs qui travaillent comme de la main d'œuvre non rémunérée. D'autre part, les trajectoires d'emploi racontées par les jeunes migrants montrent que bien des passages d'un emploi à un autre, ainsi que les efforts faits pour être indépendants sont le résultat de retenues ou de non-paiements des salaires injustes et imprévus. Le nombre de jeunes préférant l'insécurité du petit commerce ou des petits services pourrait bien diminuer si le travail salarié n'était pas aussi instable et incertain.

Par ailleurs, les politiques concernant le chômage des jeunes reposent généralement sur la micro finance qui a connu des succès avec les coopératives de femmes. À nouveau il y a une différence entre les jeunes urbains et ruraux. Le voisinage sert souvent de cadre aux associations, et l'intégration des jeunes ruraux dans un quartier dépend de leur allégeance à

ce quartier et de leurs desseins quant aux migrations à venir. Alors que d'une part ils peuvent désirer une opportunité de crédit qui pourrait lancer leur activité de commerce ou monter une petite affaire, ils ne souhaitent pas d'autre part perdre leur liberté puisque leur stratégie de défense en cas de problème est la mobilité.

4. La prolifération d'entreprises de petite échelle

Les données empiriques montrent qu'il est difficile de monter une entreprise et de se faire une clientèle, surtout pour les jeunes dont le réseau social est plus ténu que celui des adultes. Par conséquent, en soutenant les formations professionnelles dans un éventail étroit de professions et l'expansion de petites activités d'un ou deux employés, les politiques en cours visant les jeunes ne font que retarder le problème du chômage au lieu de fournir des possibilités de réalisation viables à long terme. Est-il possible de penser hors du cadre habituel pour trouver des alternatives ?

Bibliographie

- Agarwal, S., Attah, M., Apt, N., Grieco, M., Kwakye, E.A. and Turner, J. (1997) 'Bearing the weight: the kayayoo, Ghana's working girl child', *International Social Work* 40: 245-263.
- Awumbila, M., and Ardayio-Schandorf, E. (2008) 'Gendered poverty, migration and livelihood strategies of female porters in Accra, Ghana', *Norsk Geografisk Tidsskrift - Norwegian Journal of Geography* 62: 171-179.
- Calvès, A.E., and Schoumaker, B. (2004) 'Deteriorating economic context and changing patterns of youth employment in urban Burkina Faso: 1980-2000', *World Development* 32: 1341-1354.
- Castle, S., and Diarra, A. (2003) *The international migration of young Malians: Tradition, necessity or rite of passage?* Research report, London School of Hygiene and Tropical Medicine.
- Chant, S., and Jones, G.A. (2005) 'Youth, gender and livelihoods in West Africa: Perspectives from Ghana and the Gambia', *Children's Geographies* 3: 185-199.
- Chauveau, F. (1998) *Stratégies pour les jeunes défavorisés. Etat des lieux en Afrique francophone sub-saharienne*. L'Institut International de Planification de l'Education/UNESCO.
- Chen, M. (2004) *Rethinking the informal economy: Linkages with the formal economy and the formal regulatory environment*. Paper presented to the EGD and UNU-WIDER

- Conference 'Unlocking Human Potential: Linking the Informal and Formal Sectors', Helsinki, 17-18 September 2004.
- Cooper, F. (1989) 'From free labor to family allowances: Labor and African society in colonial discourse', *American Ethnologist* 16: 745-765.
- de Lange, A. (2007) 'Child labour migration and trafficking in rural Burkina Faso', *International Migration* 45: 147-167.
- Diouf, A., Mbaye, M. and Mactman, Y. (2001) *L'éducation non formelle au Senegal. Description, évaluation et perspectives*. Synthèse, UNESCO.
- Erulkar, A.S., Mekbib, T-A, Simie, N. and Gulema, T. (2006) 'Migration and vulnerability among adolescents in slum areas of Addis Ababa', *Journal of Youth Studies* 9: 361-374.
- Guichaoua, Y. (2006) *Non-protected labour in one West African capital: Characteristics of jobs and occupational mobility in Abidjan, Côte d'Ivoire*. Queen Elizabeth House, University of Oxford, QEH Working Paper Series 132.
- Hart, K. (1973) 'Informal income opportunities and urban employment in Ghana', *The Journal of Modern African Studies* 11: 61-89.
- Hashim, I.M. (2005) *Exploring the linkages between children's independent migration and education: Evidence from Ghana*. Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex Working Paper T12.
- Hashim, I.M. (2007) 'Independent child migration and education in Ghana', *Development and Change* 38: 911-931.
- Jacquemin, M.Y. (2002) 'Travail domestique et travail des enfants, le cas d'Abidjan (Côte d'Ivoire)', *Revue Tiers Monde* XLIII: 307-326.
- Jacquemin, M.Y. (2004) 'Children's domestic work in Abidjan, Côte d'Ivoire. The petites bonnes have the floor', *Childhood* 11: 383-397.
- Kanté, S. (2002) *Le secteur informel en Afrique subsaharienne francophone: vers la promotion d'un travail décent*. Secteur de l'Emploi, Bureau International du Travail, Document de travail 2002/15.
- Kwankye, S.O., Anarfi, J.K., Tagoe, C.A. and Castaldo, A. (2007) *Coping strategies of independent child migrants from northern Ghana to southern cities*. Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex, Working Paper T-23.
- _____. (2009) *Independent North-South child migration in Ghana: the decision making process*. Development Research Centre on Migration, Globalisation and Poverty, University of Sussex Working Paper T-29.
- Lachaud, J.-P. (1994a) *The labour market in Africa*. International Institute for Labour Studies Research Series 102.
- _____. (1994b) *Pauvreté et marché du travail urbain en Afrique sub-saharienne: analyse comparative*. Genève : ILS.

- Lambert, M. (2007) 'Politics, patriarchy, and the new traditions: understanding female migration among the Jola (Senegal, West Africa)', in H.P. Hahn & G. Klute (eds) *Cultures of Migration. African Perspectives*, Lit Verlag, Berlin.
- Langevang, T. (2008) 'We are managing!' Uncertain paths to respectable adulthoods in Accra, Ghana', *Geoforum* 39: 2039-2047.
- Meagher, K. (2005) 'Social capital or analytical liability? Social networks and African informal economies', *Global Networks* 5, 217-238.
- Morice, A. (1987) 'Ceux qui travaillent gratuitement: un salaire confisqué', in M. Agier, J. Copan and A. Morice (eds) *Classes ouvrières d'Afrique noire*, Karthala, Paris.
- Ofosu-Kusi, Y. and Mizen, P. (2005) 'Adjusting to reality: the motivations of migrant street workers in Accra, Ghana.' Paper presented to the Childhoods. Children and Youth in emerging and Transforming Societies, University of Oslo, 2005.
- Ouédraogo, B. (1995) 'The girls of Nyovuuru. Dagara female labour migrations to Bobo-Dioulasso' in J. Baker & T.A. Aina (eds) *The migration experience in Africa* (eds), Nordiska Afrikainstitutet, Uppsala.
- Potts, D. (2008) 'The urban informal sector in sub-Saharan Africa: from bad to good (and back again?)', *Development Southern Africa* 25: 151-167.
- Riisøen, K.H., Hatløy, A. and Bjerkan, L. (2004) *Travel to Uncertainty. A study of child relocation in Burkina Faso, Ghana and Mali*. Fafo Institute for Applied International Studies Fafo-report 440.
- Robertson, C.C. (1984) *Sharing the same bowl*, Indiana University Press, Bloomington.
- Roy, M.-A. and Wheeler, D. (2006) 'A survey of micro-enterprise in urban West Africa: drivers shaping the sector', *Development in Practice* 16 : 452-464.
- Terre des Hommes (2003) *Les filles domestiques au Burkina Faso: traite ou migration?*. Rapport de Recherche, Terre des Hommes, Lausanne.
- Thorsen, D. (2007) 'Junior-senior linkages. Youngsters' perceptions of migration in rural Burkina Faso', in H.P. Hahn & G. Klute (eds) *Cultures of Migration. African Perspectives* (eds) Lit Verlag, Berlin.
- _____. (2008) 'We are brothers - from Bisa ko'. *Children and youth's perspectives on family relations in West African migrations*. Paper presented to the NFU Annual Conference 'Globalisation: Nation States, Forced Migration and Human Rights', Trondheim, 27-28 November 2008.
- _____. (2009a) From shackles to links in the chain. Theorising adolescent boys' relocation in Burkina Faso', submitted to *Forum for Development Studies*.
- _____. (2009b) 'L'échec de la famille traditionnelle ou l'étirement des relations familiales? L'exode des jeunes Burkinabé des zones rurales vers Ouagadougou et Abidjan' *Hommes et Migrations*, forthcoming.
- UNOWA (2006) *Youth unemployment and regional insecurity in West Africa*, United Nations Office for West Africa (UNOWA).

Whitehead, A. (1986) *Beyond the household: Gender and kinship based resource allocation in a Ghanaian domestic economy*, Harvard Institute of Development Studies, Boston.